

# Les notes du pôle production

Un Monde d'Avance Paris

## >> La convention «Nouveau modèle de développement»

Le 29 mai prochain se tiendra la première Convention nationale du PS, sur un « nouveau modèle de développement », qui marquera le début du travail d'élaboration du programme pour 2012. En préparation de cette Convention, nous aurons l'occasion de voter le 20 mai en section sur un texte qui présente les grandes orientations du parti sur les questions économiques et sociales. L'objectif est simple: il s'agit de présenter aux Français les contours de la France que nous voulons, après celle de Nicolas Sarkozy.

Ce texte de la convention, qui est aujourd'hui débattu et amendé dans les sections, est un texte de convergences nouvelles qui peut parfois sembler vague. Ce n'est pas, en effet, un texte programmatique. En ce sens, il définit des orientations, des priorités mais ne développe pas de mesures précises. Nous aurons à le faire au moment de l'élaboration du programme final pour 2012.

Notre courant Un Monde d'Avance ne proposera pas d'amendements ou de texte alternatif pour une raison très simple : les amendements que nous avons proposés pendant la phase d'élaboration du texte ont tous été acceptés par le Bureau national du parti. Nos représentants nationaux ont donc joué un rôle essentiel dans l'orientation générale du texte en défendant les idées portées par le courant et notamment en mettant au cœur des propositions socialistes la question de la puissance publique.

Aucun courant du PS ne présentera d'amendements nationaux au vote des militants. C'est bien le signe d'une refondation du PS sur un constat partagé face à la crise du paradigme néo-libéral et sur le modèle de société que nous

voulons. Ce texte n'est probablement pas tel que nous aurions souhaité l'écrire, du premier au dernier mot, cependant, ne nous y trompons pas, il marque une profonde réorientation du PS.

La ligne du PS change, difficilement mais sûrement, depuis le référendum de 2005, la défaite de 2007, la crise de 2008 et les échecs récents de la social-démocratie européenne égarée dans la « troisième voie ». Elle change aussi parce que notre courant joue un rôle essentiel dans la direction nationale aujourd'hui. Nous ne nous contentons pas de dire que nous avons eu raison sur la crise actuelle du système libéral et sur les apories de la social-démocratie européenne ; nous nous affirmons aussi comme ceux qui cherchons des réponses concrètes aux préoccupations essentielles des Français : l'emploi, la protection sociale...

L'ancrage à gauche du parti socialiste est aussi confirmé par le profil bas affiché par les tenants de la ligne social-libérale : peu d'implication dans l'élaboration finale du texte, pas de textes alternatifs à l'exception d'écrits convenus, un peu bâclés, présentés au

## LA CONVENTION

POUR UN NOUVEAU MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT  
économique, social et écologique

CN mais qui ne seront pas soumis au vote des militants ! On imagine pourquoi... Pour autant, il serait illusoire de croire qu'ils ont désarmé. En marge des débats de la Convention, et surtout dans la presse, on voit la stratégie mise en œuvre par certains pour obtenir une revanche idéologique et programmatique: dette publique, austérité, rigueur, « quinquennat de redressement »... La mise en faillite de l'État par la droite et la crise sont aujourd'hui les arguments utilisés, avec la complaisance des médias, pour tenter de renouer avec les politiques d'accompagnement et de désengagement de l'État qui ont fait tant de mal à la social-démocratie européenne. Nous ne devons pas écarter cette question des finances publiques d'un revers de la main, au contraire affirmons que les marges de manœuvre existent pour mener des politiques ambitieuses et restaurer les services publics, un système élevé de protection sociale... Il suffit pour cela de rappeler, par exemple, que les différentes niches fiscales représentent 70 milliards d'euros par an.

## >> Suite de la page 1 | La convention «Nouveau modèle de développement»

A l'occasion des débats sur le texte de la Convention, ce n'est pas seulement une bataille idéologique qui a été menée, c'est aussi une bataille stratégique: UMA n'a de cesse d'ancrer le parti à gauche pour permettre son rassemblement le plus complet en 2012. Aussi le texte proposé par cette convention ouvre le champ des possibles à gauche et permet de renouer avec le mouvement social, notamment dans la confrontation qui s'annonce avec le gouvernement sur les retraites. Il faut noter que nous représentons le PS lors du meeting unitaire du jeudi 6 mai qui se tenait autour du texte de la fondation Copernic (<http://www.exigences-citoyennes-retraites.net/>).

Quel est notre rôle maintenant ? Nous devons d'abord considérer le texte de la convention NMD comme un engagement du PS aussi bien envers ses militants qu'envers les électeurs de gauche. Et nous aurons probablement à le défendre dans les jours qui viennent et ensuite à rappeler quelle ligne il contient, quelle ligne nous avons collectivement choisie, lorsqu'il faudra rédiger le programme de 2012 et lorsque les candidats aux primaires débattront devant les Français.

Ensuite, il faut poursuivre le travail et s'attaquer dès maintenant à la préparation des prochaines conventions. Un dispositif particulier est en cours d'éla-

boration dans la fédération de Paris pour permettre d'associer tous les militants du courant à la réflexion collective et de préparer les prochains débats et peut-être de prochains amendements.

Rappelons enfin que Benoît Hamon est en charge de l'organisation de la dernière Convention sur « l'Égalité réelle » en novembre et que nous allons avoir l'occasion de travailler plus particulièrement sur ce thème central pour notre courant.

De quoi faire, assurément !

Le Pôle Production UMA 75

## >> Les apports d'Un Monde d'Avance au texte du CN

Nous avons participé aux ateliers de la Convention, puis nos représentants nationaux ont défendu des amendements à la synthèse des travaux proposée par Pierre Moscovici. Ces amendements ont tous été intégrés dans le texte voté à l'unanimité par le CN du 27 avril dernier. Voici le résumé de ces ajouts essentiels :

### > Commencer à tirer les leçons de nos échecs passés, ce qui n'avait jamais été fait.

Non pas que la pratique du mea culpa soit forcément la meilleure voie pour gagner, mais parce qu'il est nécessaire de s'interroger sur les raisons pour lesquelles nous n'avons pas obtenu l'accord du suffrage universel. Les socialistes français et européens ont majoritairement vécu sur un paradigme qui a débouché sur des échecs électoraux, politiques, culturels et économiques monumentaux. C'est en effet le paradigme néo-libéral qui consiste à faire reculer la puissance publique et à faire reculer les prélèvements obligatoires, qui a volé en brèche. Aujourd'hui, à l'opposé de « l'Etat ne peut pas tout », l'on parle de «

nationalisations », « protections », « régulations », « réglementation ».

> **Introduction de la question de la répartition de la richesse entre le capital et le travail** : levier fondamental pour construire une alternative ambitieuse à gauche.

> **L'idée qu'il n'y a pas de changement possible, à politique budgétaire, monétaire, commerciale et sociale constante.** Les socialistes ont conscience que la construction d'une alternative nécessitera de remettre profondément en cause les dogmes néo-libéraux.

> **Politiques économiques : ne pas considérer le pacte de stabilité comme un dogme** : enlever les dépenses d'avenir et d'investissement du calcul des critères (infrastructures, éducation, environnement, recherche publique...). Les Socialistes sont favorables à des politiques contra-cycliques : quand la crise est là, quand il y a récession, quand la consommation intérieure ne peut pas

être alimentée par les salaires, c'est souvent à la puissance publique qu'il revient de prendre le relais. Et à ce moment-là, souvent, les déficits se creusent. Mais quand cela va mieux, quand il y a de la croissance, la responsabilité des pouvoirs publics est d'affecter les résultats de cette croissance, le surplus de recettes, à la réduction de la dette. Suppression des niches fiscales et exonérations sociales inefficaces comparée à l'action directe de la puissance publique.

> **Politique monétaire : souveraineté démocratique sur la politique monétaire, réforme de la BCE** (on parle de gouvernement économique européen, ce qui est fort, mais pas de la BCE en tant qu'institution), gouvernement politique de l'euro.

> **Politique commerciale : clause de sauvegarde pour nos secteurs industriels, mise en place de tarifs extérieurs communs spécifiques** ; contribution (entendre taxe) à l'entrée de l'UE

pour les produits profitant d'une compétitivité faite de dumping fiscal, social et environnemental ; renégociation des directives de libéralisation.

> **Régulation des marchés financiers :** disparition du secret bancaire ; séparation entre ce qui relève de la banque de détail et de la banque d'affaires ; création d'un pôle financier public.

> **Emploi / salaires / redistribution:** objectif plein emploi ; mise sous tutelle des entreprises qui licencient alors même que leur situation économique

ne le justifie aucunement ; augmentation du SMIC, hausse des salaires ; conférence salariale annuelle pour rééquilibrer le partage de la valeur ajoutée; revenir sur l'ensemble des dispositifs portant atteinte aux 35 heures et sur la remise en cause du repos dominical; reconstruction d'un code du travail protecteur des salariés.

> **Rôle de l'Etat, retour de la puissance publique :** planification et nationalisations sont considérées comme leviers politiques ; pôle financier public comme outil d'action bancaire et financier pour

la puissance publique ; retour au statut public de La Poste.

> **Donner la priorité aux droits fondamentaux :** logement : régulation du prix du foncier et des loyers ; santé : régulation de la médecine libérale, renforcement de l'Hôpital public ; éducation (traitée dans la convention égalité); planification : eau, énergie, renouvellement urbain

> **Soutien massif de l'Etat à l'économie sociale.**

## >> Les textes et amendements proposés par les autres courants

*Il n'y aura pas de textes ou d'amendements nationaux soumis au vote des militants. Cependant, il existe quatre textes nationaux déposés au CN et des amendements fédéraux de courant.*

**Les textes déposés au CN qui ne seront pas soumis au vote des militants**

Il existe d'abord une contribution «GPS» qui fait le double de pages par rapport au texte initial, rédigée, notamment, par les (anciens ?) amis de Pierre Larrourou. D'une diffusion confidentielle, avec des relais sur la Coopol, elle n'aura que peu d'impact sur la fédération de Paris faute de défenseur.

**Collomb, Rebsamen, Valls, Gorce, Bouthin** et d'autres ont déposé une contribution reprenant pompeusement la citation de Jaurès « Partir du réel pour aller à l'idéal ». La citation est évidemment dévoyée car ici il ne faut pas comprendre « réel » comme le « vécu des Français et notamment des classes populaires » mais comme « la situation de nos finances publiques qui nous impose de ne pas mener une politique ambitieuse à gauche » !

Leur texte est à la fois anxiogène et défaitiste : anxiogène car il répète à l'envie « les Français sont inquiets » ; défaitiste



car il relaie sans vergogne la vulgate libérale sur le déclin de la France et l'Europe et la nécessaire adaptation face aux grandes puissances économiques et aux pays émergents. De la même façon, on retrouve ici le discours sur les déficits qualifiés d'« abyssaux ». Le texte en vient même à utiliser la même argumentation que le gouvernement sur la France qui doit s'adapter si elle ne veut pas être confrontée « à la situation que connaît actuellement la Grèce ».

La conséquence de ce double constat

est très simple : il faudra faire des « efforts » et donc nous ne devons pas proposer un « catalogue de promesses » irréalistes aux Français. Tout le reste demeure soit très vague sur les grands principes (« assurer l'équité et la solidarité », comment ?), soit caricatural (les socialistes qui souhaitent mettre en place des tarifs extérieurs communs sont des « protectionnistes » qui devraient bien se souvenir de « l'effondrement de l'empire soviétique » !). Les questions qui fâchent comme la retraite ou la fiscalité sont tout juste

esquissées. Un texte bâclé et tout en finesse donc...

Il existe enfin deux contributions confidentielles de **Gaëtan Gorce**, une très longue et « techno » sur le travail et une autre très courte sur l'Europe qui évoque de façon convenue et creuse les coopérations renforcées et l'axe franco-allemand.

### Des amendements fédéraux de courant

A notre connaissance, « Besoin de gauche Paris » est la seule sensibilité à tenter de proposer quelque chose de façon coordonnée. Notons qu'ils disposent notamment de huit secrétaires de section à Paris. Il convient cependant de leur donner une importance très relative. Il serait étonnant que les représentants de ce groupe se risquent à se compter sur un périmètre de sous-sensibilité de la motion A. Il apparaît aussi que cette démarche d'amendements soit initié uniquement par une partie des cadres de Besoin de gauche à Paris avec peut-être plus d'objectifs internes qu'externes... Enfin, ils semblent que ces amendements n'aient pas été présentés dans les sections parisiennes et ne seront donc pas soumis au vote des militants.

La démarche est en effet en totale contradiction avec les expressions publiques internes et externes de Pierre Moscovici qui souhaite limiter les amendements et se présenter comme l'artisan de l'unité retrouvée du PS. L'objectif semble plutôt ici de revenir aux précédentes versions du texte de la Convention, c'est-à-dire avant l'introduction de nos amendements. Le premier texte proposé par Moscovici a été en effet largement modifié, notamment sous notre influence. On assiste ici à une volonté de revenir sur certains des points acquis lors des débats et de l'élaboration du texte final adopté

à l'unanimité du CN, c'est-à-dire à une réorientation social-libérale du PS. Tout cela est assez cocasse quand, dans le même temps, Pierre Moscovici affirme que le texte retenu est à la fois « social-démocrate et de gauche » (sic !) et « ambitieux et réaliste ».

Globalement, ces amendements sont d'une qualité assez médiocre et relèvent soit de la provocation (activation des vieilles antennes de la « deuxième gauche » : le contrat contre la loi, la rationalité du marché, l'Etat réduit à un rôle d'accompagnement...) soit de remarques pointillistes et très technos. L'angle d'attaque choisi, le thème de l'entreprise, est aussi révélateur d'une volonté de mettre au second plan le débat sur la puissance publique.

L'argument avancé en permanence se résume ainsi : ne promettons pas trop, ne pensons pas et ne disons pas que l'Etat sera capable de jouer un rôle majeur à cause de la crise et de la situation des finances publiques, sinon nous ne serons pas crédibles. Le texte est aussi rédigé dans la perspective des primaires et l'on sent bien la volonté des auteurs de préempter le titre de « premiers soutiens de DSK 2012 » !

Certaines propositions d'amendements méritent d'être relevées tant elles sont choquantes et paraissent avoir pour seul but de faire obstacle à l'union de la gauche :

> **La mise sous tutelle de l'inspection du travail par une « Autorité indépendante du travail »** à laquelle participerait « des représentants des syndicats et de l'entreprise » : cela revient à remettre en cause l'idée même de fonctionnaires (indépendant par nature des milieux économiques) chargés de contrôler le respect du droit du travail par une autorité paritaire (?) à l'efficacité douteuse.

On peut aussi objecter que cela reviendrait à créer un précédent fâcheux pour d'autres branches. Enfin, au lieu de s'en prendre à l'inspection du travail, il faudrait défendre l'idée de lui donner les moyens nécessaires à l'exercice de ses missions.

> **Le refus de l'encadrement des salaires en arguant des contournements possibles, ce qui en dit long sur leur foi dans la capacité d'intervention de l'Etat.**

> **L'idée « d'évaluer » les lois de la droite en matière de droit social et de droit du travail** : cela sous-entend deux choses, à la fois que la droite a pu agir de façon juste dans ce domaine, mais aussi qu'il faudrait agir de la sorte avec l'ensemble des textes de la droite depuis 2002. On retrouve la vieille idée blairienne : « il n'y a pas de mesures de gauche ou de mesures de droite, il n'y a que de bonnes mesures » ! Il semble aussi inconcevable de confier un tel travail d'évaluation à des « experts » : les lois de droite sont des choix politiques, les supprimer est aussi un choix politique.

> **Le refus de permettre la mise sous tutelle des entreprises bénéficiaires qui licencient, au nom du fonctionnement naturel et bien ordonné du marché** : s'il y a destruction d'emplois, il y a en même temps recréation et ceci compense cela.

Nous devons donc être préparés dans le débat à répondre de façon ferme à ces amendements non seulement du point de vue de la cohérence interne du texte et de la réorientation du parti à gauche, mais aussi d'un point de vue stratégique en dénonçant une démarche mortifère pour 2012. Faisons cependant attention à ne pas donner une importance excessive à un texte à l'origine et au devenir incertains.

## contacts

Vous souhaitez participer aux réunions d'Un Monde d'Avance dans votre section ou rencontrer un militant? Contactez-nous !  
contact@unmondedavance-paris.fr - <http://unmondedavance-paris.fr>